

L'identité ni meurtrie ni meurtrière

L'identité, en Algérie, est une bombe plus dangereuse que le nucléaire ! L'identité en Algérie est une bombe portée il y a belle lurette dans la poche de l'Histoire algérienne. Et cette bombe subsiste, elle n'a pas explosé et elle n'est pas mouillée non plus ! L'identité est un jeu dangereux, ébranlée pour des raisons politiques, camouflée dans d'autres temps politiques ! Mais son explosion dans le visage de ses meneurs est prévue à n'importe quel moment ! Une bombe nucléaire à retardement.

Tous les pouvoirs politiques algériens, cela perdure depuis la guerre de libération, ont pris la cause amazighe en fonds de commerce politique. Tantôt la canne, tantôt la carotte, tantôt la paille ! Dès l'aube du mouvement nationaliste, la question de l'identité algérienne était présente dans les débats politiques. En 1949, lors du congrès du PPA, la question de "crise berbère" fâche déjà les panarabistes. La révolution algérienne, sous prétexte de la priorité de "l'indépendance" nationale, a renvoyé le débat autour de l'identité algérienne pour un autre temps, un autre banc !

M. Ahmed Ben Bella, le premier président algérien de l'Algérie indépendante, en scandant "nous sommes Arabes, nous sommes Arabes" a clairement affiché son alignement aux côtés du raïs Nasser et a envoyé l'Algérie au sein du panarabisme. Après le coup d'État militaire fomenté par un élève d'El-Azhar qui n'est que le ministre de la Défense, l'Azharien, le colonel Houari Boumediene, l'Algérie s'est trouvée de plus en plus enfoncée dans le camp du panarabisme islamique. L'arabisation à la sauce islamique menée tambour battant par le pouvoir du colonel Boumediene, dans les années 70, n'était pas contre le français comme elle a été présentée, mais plutôt c'était une guerre contre la langue amazighe.

Barrer la route à cette langue ancestrale ! Une campagne idéologique bien orchestrée est déclenchée ; aux yeux du pouvoir policier, toute voix réclamant la reconnaissance de la langue amazighe est considérée comme traîtresse, harkie, pionne de l'académie française de la langue berbère. Hizb français ! La culture berbère était vue comme du folklore. La folklorisation culturelle de tout ce qui symbolise l'amazighité fut la monnaie politique courante de l'ère de Boumediene !

Dans les manuels scolaires, chez les universitaires, les douktours, sur les minbars des mosquées, l'histoire de ce pays a commencé avec l'arrivée de l'islam et l'avènement des Arabes en Afrique du Nord. Avant cette date, ce pays, cette terre, était vague, rien, vide, sans langue, sans hommes, sans femmes, sans arts ! Le courant baâthiste considère l'amazighité comme un prolongement de la latinité et une partie de la France. Quand aux islamistes, ils la considèrent comme une violation de l'islam, et ses militants sont des impies. Mais l'amazighité est le phénix nord-africain, elle renaît de ses cendres.

À cause d'une conférence interdite, autour de la poésie ancienne amazighe, que devait prononcer Mouloud Mammeri à l'université de Tizi Ouzou, tout a basculé ce jour-là ! Le printemps berbère a fleuri dans la poésie, avril 1980 ! Mais cette fois-ci ce n'est pas le folklore qui a parlé ! L'identité longtemps meurtrie a pris le maquis ! La mobilisation fut forte, la société civile s'est réveillée, les intellectuels, les universitaires et les artistes sont descendus dans la rue, tout le monde est derrière Da L'Mouloud !

La nouvelle génération a pris la cause berbère en main, avec un nouveau discours autour d'une identité amarrée à la pluralité politique, à la liberté d'opinion, à la liberté individuelle et collective. Le 5 octobre 1988, la rue a libéré la voix du peuple et la voie pour le peuple ! En 1989, le multipartisme est une réalité politique en Algérie. L'identité amazighe sort de l'interdit, du tabou ! Des partis politiques (RCD de Saïd Sadi) et des associations de la société civile (MCB) l'ont prise en charge !

Une dynamique est née ! Un bouillonnement politico-culturel ! L'amazighité est passée d'une époque de musellement à une autre de liberté, mais le pouvoir policier ne ferme jamais l'œil ! Des associations pour la défense et la promotion de la culture et de langue amazighes ont vu le jour dans plusieurs villes d'Algérie,

notamment à Alger, Oran, Annaba, Batna, Tamanrasset, Constantine, Sétif, Béchar...

Le 14 juin 2001 fut un jour de sang berbère, plus de 120 jeunes assassinés par les forces de sécurité ! Le printemps noir ! Le pouvoir du président déchu Bouteflika a été forcé, obligé de se plier devant les revendications des militants de l'amazighité. Il recule. Ce même président a déclaré, un jour, qu'il ne reconnaîtra jamais la langue amazighe comme langue nationale ou officielle ! Pacifiquement, sans concession, l'amazighité avance dans la politique, s'installe dans la littérature, dans la musique, dans le cinéma ; Saïd Sadi, Idir, Amar Mezdad, Salem Chaker, Tassadit Yacine, Aït Menguellat, Abderrahmane Bouguermouh, Matoub Lounès, Abdallah Hamane, Youcef Merahi, Abdenour Abdeslam...

En 2016, la nouvelle Constitution reconnaît la langue amazighe comme langue nationale et officielle aux côtés de la langue arabe. Mais le chemin est encore long et bordé d'obstacles. La constitutionnalisation de la langue amazighe n'est pas une fin en soi, un autre combat pédagogique, linguistique a commencé. L'absence de la culture de la démocratie, le poids de la pensée unique et l'œil de l'islamisme fascisant qui ne dort jamais, rendent le combat pour la pluralité linguistique en Algérie dur et risqué. Et, c'est cette absence de la démocratie, la fermeture du champ politique, médiatique et culturel qui ont favorisé la naissance du courant de "l'identité meurtrière".

C'est la dictature nationaliste qui pousse quelques militants de l'identité à changer de camp ; d'un état meurtri à un autre meurtrier. Afin de diaboliser l'image des militants pacifistes pour l'identité amazighe, les ennemis de la démocratie, au nom de l'unité nationale, encouragent la tendance scissionniste et séparatiste. Ces ennemis de la démocratie et de l'Algérie plurielle oublient que l'unité nationale est le vivre ensemble dans un État civil où chacun sauvegarde ses spécificités identitaires, linguistiques et religieuses et, en même temps, respecte celles des autres qui partagent avec lui la citoyenneté dans ce pays. Ni identité meurtrie ni identité meurtrière, ce pays a besoin de tous ses fils, de toutes ses langues, de toutes ses identités qui font sa force et son unité. De toutes ses intelligences.

A. Z.
aminzaoui@yahoo.fr